

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 18 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES ROUDIL S.A.

49 route de la Foire
74 650 Chavanod

Références : 20250612-RAP-InspectionROUDILDesingy-vs
Code AIOT : 0006101771

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2025 dans l'établissement CARRIERES ROUDIL S.A. implanté PLANAZ ET CHAMP CHAR 74270 Desingy. Cette partie «Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>

A la suite de la transmission par l'exploitant des rapports Hydretudes de juin 2024 et de la note modificative du 20 mars 2025, l'inspection a réalisé une visite du site ayant pour thème la gestion des eaux pluviales de la partie Sud du site.

En novembre 2023, des précipitations importantes avaient causé des inondations chez le voisin en contre-bas de la carrière. A la suite de cet événement, un arrêté préfectoral portant des mesures complémentaires en date du 22/11/2023 demandait à l'exploitant une étude pour définir les moyens de gestions des eaux pluviales de la partie Sud de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ROUDIL S.A.
- PLANAZ ET CHAMP CHAR 74270 Desingy
- Code AIOT : 0006101771
- Régime : Autorisation

La Société ROUDIL a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière alluvionnaire sur les communes de Desingy et Frangy par arrêté préfectoral du 14 mai 2019 pour une durée de 15 ans. A la date de l'arrêté, le gisement a été estimé à 1 400 000 tonnes. Le rythme d'extraction est 140 000 tonnes/an en moyenne et 200 000 t/an au maximum. Le remblayage total autorisé pour la remise en état du site est de 3 900 000 tonnes. Il n'y a pas d'installation de traitement sur le site.

Thèmes de l'inspection : Gestion des eaux pluviales

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des eaux pluviales - Secteur Sud	AP Complémentaire du 22/11/2023, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de la transmission par l'exploitant des études et des compléments, l'exploitant a présenté deux solutions pour le traitement des eaux pluviales de la partie Sud.

La deuxième solution de gestion des eaux pluviales présentées par l'exploitant semble mieux adaptée à l'environnement du site et permet de limiter l'impact sur les zones agricoles. Cependant en l'absence de l'accord des propriétaires des terrains, l'exploitant devra proposer à l'inspection des installations classées une autre solution perenne de gestion des eaux pluviales du secteur Sud.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux pluviales - Secteur Sud

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/11/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales - Secteur Sud
Prescription contrôlée : Sous 6 mois, l'exploitant transmet l'analyse géotechnique et hydrogéologique concernant la validation des conditions de remblaiement et de remise en état du secteur 1 afin de s'assurer de la pérennité de la stabilité des différents talus Sud et de la bonne gestion des eaux pluviales.
Contexte Par courrier du 28 juin 2024, l'exploitant a transmis les études hydrologiques (Hydretudes - rapport du 28 juin 2024) et géotechnique (SAGE - rapport du 26/06/2024) pour la gestion des eaux pluviales de la zone Sud de la carrière et les conditions de remblaiement en réponse à l'article 3 de l'arrêté complémentaire du 22/11/2023. Les terrains en place dans la zone SUD sous les terrains exploités sont peu favorables à l'infiltration (sablon argileux gris marrons), et les matériaux utilisés pour le remblaiement seront également moins perméables que les matériaux alluvionnaires exploités. Il est donc nécessaire de gérer les eaux pluviales de cette zone Sud qui représente une surface de 3,45 hectares. L'inspection précise que toute la surface de la partie Nord de la carrière fera également l'objet d'une étude pour la gestion des eaux pluviales pendant l'exploitation et lors- de la remise en état finale. La zone Sud de la carrière va être coupée du reste de l'exploitation par la remise en fonction de la route des Îles, voie communale qui traversait l'emprise actuelle de la carrière. De par la topographie de la zone et de la remise en état, la partie Sud ne sera pas connectée au reste de la carrière. Dans son rapport Hydretude préconisait des ouvrages de rétention pour collecter les eaux du versant Sud. <u>Première solution Zone Sud</u> Le bureau d'étude proposait de créer en limite de site : <ul style="list-style-type: none">• sur la partie Sud-Ouest, un fossé collectant les eaux pluviales vers un regard puis le ruisseau de Planaz (qui se jette lui-même dans les Usses), avec une tranchée drainante aménagée en fond de ce fossé (longueur 200m) ;• sur la partie Sud-Est, un bassin de rétention (5 m de large en fond sur 180 m de longueur) dont la surverse et le fond drainant se rejette via des regards (dont un de régulation et décantation) dans le ruisseau de Planaz. Ce fossé nécessitait un terrassement en déblais. L'emprise de ce fossé de rétention était d'une largeur importante de presque 25 m.

Dans cette proposition, les ouvrages restent à l'intérieur du périmètre d'exploitation mais les surfaces agricoles remises en état sont diminuées, l'emprise des ouvrages étant très importante. Cette solution n'a pas été acceptée par les propriétaires et exploitants agricoles.

L'exploitant a étudié une autre solution pour diminuer l'emprise des ouvrages et trouver une solution nécessitant un entretien plus facile pour les exploitants agricoles. Il a transmis en avril 2025, une note modificative de l'étude hydrogéologique du 20 mars 2025 rédigée par Hydretudes.

Deuxième solution Zone Sud

Cette solution comprend les éléments suivants :

- sur la partie Ouest un fossé simple permet de diriger les eaux pluviales vers un fossé surmontant une tranchée drainante sur des parcelles à l'extérieur du site au Sud-Est du site. La tranchée drainante évacue les eaux en partie par infiltration et en cas d'événement très important par une descente d'eau qui serait localisée vers une parcelle actuellement boisée en s'appuyant sur la topographie naturelle du site et permettant de rejoindre une buse de la route départementale qui dirige ensuite les eaux vers le Nant ;
- sur la partie Est, en amont du fossé/tranchée drainante, un fossé Est gère les eaux de la partie Sud-Est. Ce fossé est bien dans l'emprise du site. Ce fossé d'une largeur de 5 m (2,4 m de large en fond) permet aussi de stocker des eaux. Il se rejette dans une buse vers le réseau de la RD et en cas d'épisode pluvieux important, le surplus va dans la tranchée drainante en aval.

Pour des temps pluvieux habituels (pluies inférieures à 15 mm/h), il n'y a pas de rétention sur les fossés et la tranchée drainante grâce à des collecteurs régulateurs, les eaux s'écoulant directement vers le Nant. Les fossés jouent leur rôle tampon pour des pluies plus importantes avant le rejet au Nant par la descente d'eau. Ce système est plus bénéfique au ruisseau du Nant en l'alimentant régulièrement, la solution ne maintenant pas de stockage pour des événements pluvieux inférieur à 15 mm/h.

Constats :

Lors de l'inspection il a pu être constaté que la deuxième solution réutilise au maximum les exutoires existants et qu'elle permet la mise en place d'ouvrages offrant une meilleure intégration locale (fossés à dimensions modérées permettant un entretien par les exploitants agricoles à l'épaveuse, conservation des haies et limitation de l'impact sur les zones agricoles).

Elle permet de déporter l'aléa lié aux ruissellements des eaux de l'emprise Sud de la carrière en direction du versant Est à l'aplomb duquel les enjeux humains sont réduits. En effet, l'habitation impactée par les écoulements en novembre 2023 se trouvant plus à l'ouest.

Cependant cette deuxième option, bien que s'insérant mieux dans l'environnement du site, prévoit un emprunt en dehors du périmètre de la carrière sur des parcelles agricoles sur une largeur de moins de 20 m (voir photos) mais dont le propriétaire ne veut pas donner l'accord pour les travaux.

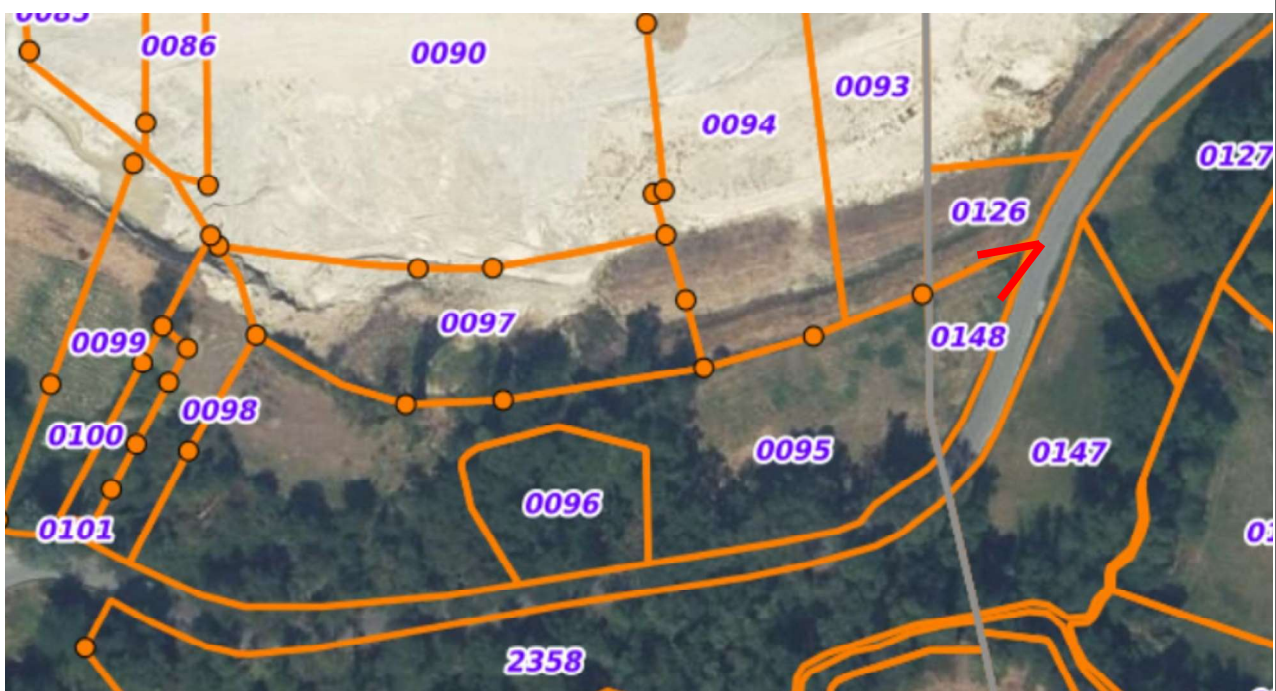
Lors de l'inspection il a pu être vérifié que ces parcelles (parcelle n°148 section B et une partie de la parcelle 95) sont utilisées sur environ 2 000 m² en pâture et/ou prairie de fauche.



Limite de la carrière



Vues de la parcelle 148



angle prise de vue des photos

Demande à l'exploitant :

Considérant les refus des propriétaires pour les deux solutions, l'exploitant s'attachera donc à trouver une autre solution de gestion des eaux pluviales qu'il devra présenter à l'inspection des installations sous 3 mois.

L'inspection rappelle également que l'exploitant doit réaliser une étude pour la gestion des eaux pluviales du reste de la carrière au Nord de la route.

Type de suites proposées : Sans suite